

Colloque Scientifique International sur les Indicateurs du Bien-Vivre

Grenoble, 6, 7 et 8 juin 2018

Retour d'expérience sur la démarche SPIRAL

Communication de Samuel Thirion¹

Je vais dans cet exposé vous présenter une démarche originale de production de connaissances, née d'une préoccupation du Conseil de l'Europe et qui soulève des questions fondamentales d'ordre philosophique, politique, épistémologique et de sémantique. Du nom de SPIRAL, cette démarche, aujourd'hui diffusée à l'échelle d'une vingtaine de pays européens et africains, vise à faire le lien entre la production de connaissances partagées et l'action concertée à différents niveaux de la société.

1- Origine et raison d'être de la démarche

Le Conseil de l'Europe est une institution inter-gouvernementale créée après la deuxième guerre mondiale pour promouvoir les droits de l'homme, la démocratie, et l'Etat de droit comme valeurs communes de ses Etats Membres. Né dans le contexte de l'après-guerre, son originalité tient à ce qu'il opère avec l'ensemble de la société, c'est-à-dire non seulement les gouvernements nationaux qui en ont été les fondateurs mais également les parlements, les pouvoirs locaux, les partenaires sociaux, les ONG. Sans oublier les citoyens eux-mêmes, notamment avec la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui permet à tout citoyen de porter plainte contre son Etat si ses droits ne sont pas correctement entendus. Cette action multiniveaux du Conseil de l'Europe est un atout qui lui a permis d'avancer des propositions à l'origine de progrès considérables dans la société européenne et au-delà, notamment en termes de droits fondamentaux: droits des femmes, des immigrés, des enfants, protection contre les abus, recul de la peine de mort, etc.

En dépit de ces progrès, après ce qu'on a appelé les « 30 glorieuses » (1945-1975) caractérisées par le plein emploi, on a pu observer une certaine régression des droits sociaux, avec l'apparition du chômage de longue durée et la pauvreté. Cela a conduit le Conseil de l'Europe à introduire lors de son deuxième sommet en 1997 l'objectif de cohésion sociale. Celle-ci a été définie quelques années plus tard comme étant la capacité de la société à assurer de façon durable le bien-être de tous ses membres. Cette définition positionne le bien-être de tous durable comme objectif ultime du progrès sociétal et invite donc implicitement à repositionner tout autre objectif par rapport à cet objectif ultime.

En 2005 un guide, produit d'un travail collectif de 3 années, en jette les bases théoriques qui vont donner lieu à la démarche SPIRAL. Dans ce guide plusieurs hypothèses sont avancées, notamment ce qui a été appelé les « éléments clé » de la cohésion sociale, c'est-à-dire les éléments qui sont déterminants pour permettre à la société de progresser vers la capacité à assurer le bien-être de tous.

¹¹ Administrateur de la Division Recherche-Développement de la Cohésion Sociale de 2002 à 2014, puis Secrétaire Général de TOGETHER, le réseau international des territoires de coresponsabilité.

Au centre de ces éléments clés vient la notion de coresponsabilité, qui découle de la définition même de la cohésion sociale : Parler de capacité de la société à assurer le bien-être de tous suppose que tous les acteurs et citoyens en sont parties prenantes et coresponsables et pas seulement les pouvoirs publics. Les autres éléments clés en découlent, notamment :

- Ce qui a été appelé « les compétences démocratiques », c'est-à-dire la capacité à co-construire et partager les connaissances et agir ensemble, détaillé dans le tableau en annexe 1. Elles se retrouvent dans l'idée d'une approche associative (de coopération) par opposition à une approche dissociative (de concurrence et compétition).
- Les valeurs partagées que cela suppose, notamment : le sens de la justice et du bien commun et la responsabilité environnementale, ainsi que la tolérance pour la différence et l'ouverture, l'empathie et la solidarité se traduisant par des liens transversaux dans la société.
- Enfin il fallait que ces valeurs se retrouvent dans le bien-être lui-même, ce qui a été formulé dans quatre éléments clés du bien-être de tous que sont : 1) l'équité dans l'accès aux ressources et moyens de vie ; 2) le respect de la dignité dans la diversité, 3) l'autonomie personnelle et collective ; et 4) la participation responsable. Ces quatre éléments clés expriment le mieux possible le bien-être de tous sans exclusion (équité) en respectant les différences et de l'autonomie de chacun par la participation coresponsable de tous

En d'autres termes, l'hypothèse centrale du guide était de considérer que le bien-être de tous est non seulement un objectif mais aussi un facteur essentiel de la capacité de la société à l'assurer par ces quatre éléments clés du bien-être. C'était l'idée d'un bien-être citoyen exprimé dans ces quatre éléments. Le Guide abordait ensuite le rôle de l'Etat pour garantir et rendre possible le progrès sociétal vers le bien-être de tous, notamment avec ses quatre fonctions fondatrice, régulatrice, réparatrice et facilitatrice, en mettant en évidence leur évolution suivant le contexte historique et ses enjeux dans une société post-industrielle (voir tableau du guide reproduit en annexe 1). C'est évidemment une question majeure sur laquelle nous reviendrons dans les conclusions de cet exposé.

2- Des hypothèses à l'expérimentation : Principes de la recherche

Sur la base de ces hypothèses, il a été proposé d'expérimenter une démarche de coresponsabilité pour le bien-être de tous en commençant par le niveau local, plus proche des citoyens. Ceci a été réalisé avec les municipalités qui se portaient volontaires. Mulhouse a ainsi été la première ville à expérimenter la démarche, suivie par d'autres, comme Timisoara en Roumanie, les communes wallonnes disposant d'un Plan de Cohésion Sociale, les villages et plateformes du Cap Vert, etc.

En termes de méthodes, certains choix logiques se sont, dès le début, imposés d'eux-mêmes.

Le premier est la constitution d'une plateforme multi-acteurs regroupant les acteurs publics, privés et citoyens de chaque territoire d'expérimentation pour que la démarche s'inscrive dans la coresponsabilité, en étant portée par cette plateforme et non par la seule municipalité.

Le deuxième est la définition du bien-être de tous par les citoyens eux-mêmes, partant du principe que le bien-être est un concept par nature subjectif, dans le sens où seuls les sujets

concernés peuvent le définir. En d'autres termes personne n'est en mesure ni légitime pour définir ce qu'est le bien-être d'un autre sujet que lui-même. Chacun est seul à savoir s'il est dans le bien-être ou le mal-être, même s'il n'est pas en mesure de l'exprimer.

Définir le bien-être de tous comme objectif de progrès avec tous les citoyens était en accord avec la notion de coresponsabilité et celle de compétences démocratiques de co-construction d'une vision partagée et de plan d'action concertés. C'était aussi une manière de tester les hypothèses du guide, notamment de vérifier que l'on retrouvait bien les éléments clés du bien-être dans les critères des citoyens

Nous devons alors disposer de règles rigoureuses qui garantissent la validité des résultats. Ceci a conduit à concevoir une méthode de production de connaissances intersubjectives dont la crédibilité et la légitimité soient comparables à celles d'une approche scientifique conventionnelle, voire plus si on la compare aux méthodes d'enquêtes classiques, souvent empreintes de la subjectivité des enquêteurs et enfermant les enquêtés dans des limites prédéfinies par les chercheurs.

Ces règles ont été formulées dans les principes suivants :

1. Principe d'une approche intersubjective inclusive, c'est-à-dire impliquant dans la mesure du possible tous les citoyens. Sachant qu'il était difficile de les avoir tous, au moins dans un premier temps, il s'agissait de constituer des groupes homogènes (i.e. de même caractéristiques socio-professionnelles, et/ou d'âge et/ou de genre) représentatifs de la diversité des habitants du territoire. La constitution de petits groupes homogènes de 7 à 12 personnes sous l'impulsion de la Plateforme Mutiacteurs présentait 3 avantages : 1) mettre tous les participants plus à l'aise (il est toujours plus facile de s'exprimer face à des semblables) ; 2) permettre une approche intersubjective authentique avec un nombre adéquat de citoyens (ni trop peu, ni trop) ; 3) obtenir des synthèses par types de citoyens ; 4) garantir l'anonymat puisque les réponses étaient conservées par groupe et non individuellement.
2. Principe de l'expression directe de chaque citoyen (absence d'intermédiaire), chaque citoyen devant s'exprimer pour lui-même et jamais pour d'autres, même quand sa position sociale (délégué syndical, représentant d'une association de défense, etc.) pouvait l'inciter à le faire.
3. Principe de l'égalité du droit de parole (garanti par une double phase, individuelle écrite sur des post-its, puis collective de mise en commun et synthèse).
4. Principe de non-influence grâce à des questions ouvertes n'incluant dans leur formulation aucune réponse sous-entendue, avec deux questions introspectives (« qu'est-ce que pour vous le bien-être ? » et « qu'est-ce que pour vous le mal-être ? ») et une question prospective (« que faites-vous ou pouvez-vous faire pour votre bien-être et le bien-être de tous ? »).
5. Principe de la liberté d'expression, avec la possibilité de donner autant de réponses que souhaité (avec une réponse par post-it pour permettre leur classement par la suite).
6. Principe de la co-construction laissant aux citoyens la possibilité de construire et valider ensemble leur propre synthèse à partir des expressions de chacun sans exclusion.

Ces règles représentent les principes d'une co-production fiable de connaissances intersubjectives qui servent de ligne directrice à la démarche SPIRAL dans ses différentes phases. Si elles sont respectées scrupuleusement, elles sont le garant de l'authenticité d'un processus de construction d'une vision partagée du bien-être au niveau d'un groupe de citoyens, d'un territoire, d'un pays et même au niveau global, servant de référence commune à tous les acteurs de la société.

3- Traitement des données ; des difficultés de synthèse à l'analyse sémantique rationnelle

Cependant une telle démarche impliquait la production d'un grand nombre de critères de bien-être et mal-être, d'une grande diversité de contenu. Il fallait donc en préciser les méthodes de synthèse.

a) La préservation et le stockage des réponses

La première règle qui s'est imposée d'elle-même était de conserver toutes les réponses, même quand elles se répètent. Chaque critère est validé par le groupe, permettant d'en vérifier l'expression et le sens (à préciser si nécessaire entre parenthèse pour ne pas perdre l'expression originale) et, dans certains cas de résoudre collectivement les éventuels critères malveillants. Une fois validés par chaque groupe tous les critères sont réunis dans une base de données unique en les classant par territoire, par groupe homogène et par question.

b) La classification sémantique

La deuxième question qui s'est posée en termes de synthèse est le regroupement des critères pour en comprendre le sens global. En accord avec le principe d'une approche intersubjective, les regroupements étaient réalisés par les groupes de citoyens eux-mêmes sous forme de patates. Cependant les patates ne correspondaient pas forcément entre groupes, rendant nécessaire une classification commune pour des synthèses intergroupes, à l'échelle d'un territoire ou plus.

Cette question a conduit à l'introduction d'une analyse sémantique reposant là aussi sur des règles rigoureuses pour en garantir la validité et une reconnaissance partagée, notamment :

- Se focaliser sur le sens et non la syntaxe, sachant qu'un même sens peut être exprimé de manière différente et que la syntaxe peut être parfois trompeuse (voir ci-après).
- S'attacher au sens même de chaque critère en évitant toute surinterprétation.
- Repérer la centralité du sens de chaque critère. Etant une réponse aux questions « qu'est-ce que pour vous le bien-être, qu'est-ce que pour vous le mal-être, que faites-vous ou pouvez-vous faire pour le bien-être de tous ? », les réponses se présentent sous la forme de syntagmes avec le plus souvent un verbe à l'infinitif (être, avoir,...), mais pas toujours présent, et un ou des syntagmes complémentaires. Il fallait donc repérer le syntagme principal du point de vue sémantique et non forcément syntaxique, autour duquel se construisent les autres syntagmes comme des compléments. Par exemple, dans le critère de mal-être « la maladie de mes enfants », le syntagme central du point de vue syntaxique est « la maladie » mais du point de vue sémantique c'est « mes enfants » car la préoccupation est centrée sur la situation des enfants.

Ces règles et d'autres plus précises ont permis de repérer les différents thèmes dont il est question dans les réponses des citoyens et d'identifier toutes les composantes du bien-être et du mal-être. Ce travail réalisé entre 2006 et 2014 a permis de construire progressivement une grille de l'ensemble des composantes du bien-être suivant les citoyens, soit 68 au total, regroupées en 9 dimensions (voir annexe 2).

A partir de 2012 et surtout en 2014, plusieurs indices ont conduit à conclure que la grille était complète et pratiquement achevée, tout en restant réfutable et ajustable, notamment :

- Le fait que les critères étaient désormais tous classables suivant la grille quel que soit le contexte de l'exercice, ne nécessitant plus l'introduction de nouvelles composantes ou dimensions.
- Le fait qu'elle était devenue facilement compréhensible et utilisable par tout groupe de citoyen, ce qui du coup a largement simplifié et clarifié la démarche.
- Sa logique interne, recouvrant tous les aspects, pouvant déterminer le bien-être ou le mal-être.

Nous disposons ainsi d'une grille des dimensions et composantes du bien-être construite entièrement à partir des critères des citoyens et reflétant leur diversité, sans aucune classification prédéterminée ou définie a priori. C'est là un point essentiel de garantie de sa validité.

Nous pouvons faire une lecture de la grille en considérant 3 étages : l'étage des dimensions matérielles du bien-être (dimensions A et B), celui des dimensions immatérielles (C, D, E F et I) et finalement l'étage supérieur des sentiments de bien-être ou mal-être (dimension G) qui sont la résultante des autres étages. Nous remarquons alors que les 4 éléments clés du bien-être de tous dont il était question dans la guide de 2005 se retrouvent dans l'étage des dimensions immatérielles.

c) Expression générique des critères

Disposant de cette grille il a été possible d'opérer une analyse sémantique complète des critères de bien-être et de mal-être des citoyens. Ceci a conduit à distinguer d'un côté ce qui relève de l'objet du critère, c'est-à-dire la composante concernée et en son sein les objets plus particuliers (par exemple l'accès aux médicaments dans la composante « accès aux soins de santé ») et de l'autre côté ce qui relève du sens de l'expression par rapport à cet objet.

Quatre principaux sens ont été identifiés : la possibilité (ou non possibilité) de l'obtention, l'obtention elle-même (ou non obtention), la qualité de l'objet obtenu et la durabilité de l'obtention et de la qualité. Il est ainsi possible de classer les critères en quatre catégories (critères dits de possibilité, d'obtention, de qualité et de soutenabilité) marquant une évolution depuis l'impossibilité d'obtention jusqu'à la durabilité de l'obtention et de la qualité. Il a été ensuite possible d'identifier au sein de chaque catégorie un ensemble de sous-catégories précisant les expressions possibles de ces 4 catégories de critères (voir annexe 3).

Le croisement entre objets et catégories et sous-catégories permet de systématiser toutes les significations possibles des critères de bien-être et mal-être des citoyens et de définir une expression syntaxique générique unique pour chacune qui soit la plus simple et la plus facilement compréhensible. Chaque expression syntaxique générique est présentée sous deux formes (comme les deux faces d'une monnaie), suivant qu'elle est exprimée de manière

positive (critère de bien-être) ou négative (critères de mal-être). Là encore c'est la signification (sémantique) qui compte et non la syntaxe, une syntaxe négative pouvant être sémantiquement positive (par exemple : « ne pas être au chômage »).

Sur la base de ces résultats, il a été possible de codifier la base des données des critères de bien-être et mal-être avec une signification unique par code, exprimée par une seule expression linguistique générique par langue, positive ou négative, ouvrant ainsi la possibilité d'un certain nombre d'usages possibles.

4- Utilisation des résultats

4.1- Usages de la grille des dimensions et composantes du bien-être

a) Dynamique de coresponsabilité à l'échelle d'un territoire ou d'un acteur collectif

Le premier usage est celui de la grille des dimensions et composantes du bien-être pour une classification simple des critères par les groupes de citoyens eux-mêmes. Cela permet une première mise en commun des attentes et de créer une dynamique de groupe pour le choix des actions les plus adéquates. La démarche porte ainsi en soi un fort potentiel de cohésion sociale et de compétences démocratiques, notamment :

- Le fait de poser les questions ouvertes en termes de bien-être ou mal-être et non de problèmes permet de dépasser les clivages voire les conflits qui apparaissent souvent dans les démarches participatives focalisées sur l'identification et la résolution de problèmes. L'approche du bien-être permet de prendre une distance par rapport au quotidien pour aller sur ce qui est fondamental, commun à tous et donc facilite les rapprochements entre pairs.
- Les différences de réponses et de synthèses entre groupes homogènes de citoyens a permis une prise de conscience voire un dialogue entre groupes et classes sociales parfois opposées et de mieux comprendre et accepter les différences de points de vue, de besoins et d'aspirations, notamment entre ceux qui répondent sur des critères de possibilité d'obtention (comme « ne pas devoir chercher la nourriture dans les poubelles ») et ceux, à l'opposé qui répondent sur des critères de qualité et de durabilité (comme « être toujours assuré d'avoir une alimentation saine avec des produits bio »).
- Cette première approche permet un passage spontané à l'action qui peut être encouragé par la façon même dont est mise en œuvre la démarche (par exemple en reformulant la 3^{ème} question : que seriez-vous prêts à faire dès demain ?).

Cet usage est celui qui a été le plus diffusé jusqu'à présent que ce soit à l'échelle de territoires (communes, villages, quartiers) ou d'acteurs collectifs (écoles, hôpitaux, entreprises, etc.).

b) Co-évaluations participatives et améliorations des actions existantes

Un autre usage de la grille des dimensions et composantes du bien-être consiste à l'utiliser pour évaluer les impacts des actions réalisées (évaluation ex-post) ou programmées (évaluation ex-ante) et repérer les améliorations possibles. Cette évaluation se fait avec des mêmes principes d'une co-production fiable de connaissances intersubjectives avec tous les acteurs connaissant l'action (porteurs et bénéficiaires).

Les questions ouvertes sont, dans ce cas, focalisées sur l'action elle-même : « en quoi, à votre connaissance, cette action a eu un impact positif ou négatif sur la vie de ceux qu'elle a concernés ? ». Il ne s'agit donc plus de questions introspectives mais de faire appel aux connaissances acquises par chacun par ses observations personnelles ou transmises par d'autres au cours de l'action (dans le cas d'une évaluation ex-ante on se base sur le savoir de ceux qui ont le plus d'expérience pour le type d'action envisagé).

Les réponses sous forme de post-its de deux couleurs différentes suivant que l'impact est positif ou négatif sont ensuite placées sur la grille, ce qui permet d'avoir une vue d'ensemble des impacts. Vient alors la question prospective : « comment améliorer l'action pour réduire ses impacts négatifs et élargir ses impacts positifs sur les dimensions et composantes du bien-être sur lesquelles elles n'a pas encore d'impact positif ». Là encore on applique un exercice individuel puis collectif pour respecter le principe de l'égalité du droit à la parole.

Cette approche de co-évaluation participative rapide permet de connaître tous les impacts (et pas seulement ceux liés à l'objectif de l'action), en ayant collecté le plus possible de savoirs individuels et sans influence de questionnaires a priori comme dans les évaluations classiques. Elle permet également de déboucher immédiatement sur des améliorations et de les co-décider dans un exercice collectif. Dans cet objectif il est de tout intérêt d'inviter à participer à l'exercice tous les partenaires concernés, y compris les financeurs.

Par ailleurs pour être complètes, les co-évaluations participatives gagnent à aller au-delà de l'analyse d'impact sur le bien-être de tous et analyser également l'impact sur la capacité de la société à assurer durablement le bien-être de tous et l'impact sur la dynamique créée, en reprenant les mêmes principes (voir annexe 5).

Cette approche de co-évaluation participative peut être systématisée par une analyse sémantique des réponses et leur reformulation synthétique suivant une syntaxe générique. Ceci se justifie plus particulièrement quand il y a un grand nombre d'actions à évaluer, devant déboucher sur des synthèses plus globales. Cela a été fait en 2012 lors de la co-évaluation participative des impacts des Plans de Cohésion Sociale (PCS) de 147 communes wallonnes, chaque PCS comportant lui-même un nombre important d'actions. Pour réaliser la synthèse des co-évaluations des actions, un exercice de formulation générique a été mis en place dans chaque commune, consistant à reprendre toujours la même forme syntaxique entre syntagmes (voir annexe 6).

Par ailleurs quand les actions s'inscrivent dans un programme plus vaste, un guide de réflexion est utile pour aider à systématiser les réponses et en tirer tous les enseignements, comme l'a démontré l'expérience en Wallonie (voir en annexe 7 le canevas d'analyse qui a été proposé à tous les chefs de PCS de Wallonie leur a permis de faire une synthèse des impacts de leur PCS suivant le même principe. Ceci a permis ensuite de faire une synthèse globale à l'échelle de la région).

D'une manière générale, les co-évaluations participatives d'impact sont des outils d'une grande valeur quant à :

- La qualité des connaissances produites, prenant en compte de manière rationnelle le maximum de connaissances généralement non directement perceptibles, palliant ainsi aux défauts des évaluations axées uniquement sur les aspects visibles et mesurables par des indicateurs conventionnels ou limitant les aspects qualitatifs à quelques enquêtes individuelles.

- La compréhension des impacts qui en découlent, conduisant à revoir parfois des idées préconçues. Par exemple au Cap Vert, les co-évaluations participatives d'impact ont pu démontrer en quoi des actions considérées comme prioritaires par les populations mais jugées de caractère trop social par les bailleurs de fonds (habitat social, citernes d'eau) ont permis de lever des obstacles essentiels au développement d'activités économiques, venant ainsi conforter les choix qui avaient été fait par les habitants.
- La dynamique générée par le partage des connaissances et des décisions prises.
- La possibilité de synthèses permettant d'obtenir des résultats globaux à l'échelle d'une région, voire plus.

4.2- Usages des expressions génériques des critères

a) Synthèse de l'expression du bien-être de tous comme idéal

Une façon de fixer l'objectif du bien-être de tous est de formaliser ce que serait une situation idéale pour les citoyens à partir d'une synthèse des expressions génériques des critères de qualité et de soutenabilité/durabilité.

Ceci peut se faire au niveau d'un territoire ou d'un acteur collectif comme cela a été fait à Mulhouse au Lycée Albert Schweitzer, puis au Parc Zoologique. A cette échelle, il est possible de confronter et valider le résultat avec les citoyens concernés, donnant ainsi à cette synthèse un statut de connaissance partagée sur ce qu'est le bien-être dans l'institution. Au Parc Zoologique de Mulhouse cela a même donné lieu à une Charte du bien-être servant de référence sur les meilleurs comportements pour assurer le bien-être de tous. Dans une institution constituée de travailleurs très différents (animaliers, administratifs, réception, etc.) une telle charte est particulièrement utile.

Cela peut se faire également à l'échelle globale, permettant de mettre en évidence ce qu'est le bien-être pour l'humanité en général, générations futures incluses. Un premier exercice a été réalisé dans ce sens en 2016 pour mettre en parallèle les attentes des citoyens en termes de bien-être et en termes de politiques publiques dans le cadre du projet CO-ACTE (voir <https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=CO-ACTE+Synth%C3%A8se+des+expressions+des+citoyens>).

b) Identification précise des besoins

L'analyse sémantique complète des critères de bien-être des citoyens est une source d'information précise sur les besoins des populations pouvant être utilisée par tous les partenaires et prestataires de services, publics ou privés, en particulier quand les critères font référence à des problèmes spécifiques. Par exemple au Cap Vert, l'analyse sémantique précise des 24000 critères collectés en 2008 a permis d'identifier et systématiser les problèmes concrets des ménages que ce soit dans l'habitat, les infrastructures, l'accès aux services, la mobilité, etc., en général, par village et suivant les catégories sociales.

c) Indicateurs de progrès dans le bien-être à usage individuel ou collectif

L'expression générique des critères de bien-être et de mal-être des citoyens ouvre la possibilité d'élaborer des indicateurs dits de progrès dans le bien-être pour chaque composante du bien-être. Notamment la distinction des quatre catégories de possibilité, obtention, qualité et soutenabilité permet de caractériser 5 situations dites « très

insatisfaisante » (n’a pas et ne peut pas avoir), « insatisfaisante » (n’a pas mais peut avoir), « moyenne » (a mais sans avoir la qualité), « bonne » (a et a la qualité avec mais sans soutenabilité/durabilité garantie) et « idéale » (a la qualité et la soutenabilité/durabilité). La logique de cette progression est décrite dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Schéma général de la construction d’indicateurs de progrès dans le bien-être à partir des critères des citoyens

Situations	1 - Très insatisfaisante	2 – Insatisfaisante	3 – Moyenne	4 – Bonne	5 – Idéale
Signification	<i>N’a pas et ne peut pas avoir</i>	<i>N’a pas mais peut avoir</i>	<i>a mais sans qualité</i>	<i>a avec la qualité, sans garantie de durabilité</i>	<i>a avec la qualité et la garantie de durabilité</i>
Critères de Possibilité	Expression négative	Expression positive	Expression positive	Expression positive	Expression positive
Critères d’Obtention	Expression négative	Expression négative	Expression positive	Expression positive	Expression positive
Critères de Qualité	Expression négative	Expression négative	Expression négative	Expression positive	Expression positive
Critères de Soutenabilité	Expression négative	Expression négative	Expression négative	Expression négative	Expression positive

L’intérêt est de disposer d’indicateurs ne se limitant pas à une variable caractérisant une situation mais renseignant également les raisons de cette situation. Par exemple, concernant l’emploi, en rester au taux de chômage limite à renseigner sur la proportion de personnes au sans emploi, indépendamment de la pertinence de l’emploi obtenu (incluant par exemple les travailleurs pauvres). En revanche l’indicateur de progrès dans l’emploi renseigne sur les raisons qui font que certaines personnes sont au chômage (et les chances qu’ils ou elles ont de s’en sortir et comment) et si elles sont employées, dans quelle mesure il s’agit d’emplois de qualité correspondant à leurs attentes et la durabilité de ces emplois. En d’autres termes il s’agit de passer d’indicateurs d’alerte ou contrôle par rapport à un objectif donné (l’emploi dans cet exemple) à des indicateurs sur le type d’actions à entreprendre et qualifiant l’objectif à atteindre. Il s’agit d’un saut considérable en termes d’indicateurs, supposant toutefois une participation des citoyens dans leur construction et leur mesure.

Diverses expérimentations ont permis d’identifier la meilleure manière de construire ces indicateurs de sorte à ce qu’ils soient directement utilisables dans des enquêtes. Ci-suit un exemple d’indicateur de progrès mettant en évidence le passage de l’enquête à l’indicateur lui-même (indicateur concernant le logement, co-construit au Centre Hospitalier de Rouffach):

- L’enquête répond d’abord à la première ligne du tableau qui permet de savoir s’il est en situation (très) insatisfaisante, ou s’il est en situation moyenne, bonne ou idéale.
- Dans le premier cas, la deuxième ligne permet de préciser s’il est en situation très insatisfaisante ou insatisfaisante et les lignes suivantes d’en préciser les raisons.
- Dans le deuxième cas, il est invité à répondre à deux questions pour les différentes qualités possibles : s’il l’a et si elle est importante pour lui. S’il a toutes les qualités

qu'il considère importantes il est en situation bonne et si ce n'est pas le cas il est en situation moyenne. C'est la même logique pour la durabilité.

Tableau 2 : Exemple d'indicateur de progrès dans le bien-être construit avec les critères des citoyens (Centre Hospitalier Psychiatrique de Rouffach)

A03: Logement/aménagement											
Situation très insatisfaisante		Situation insatisfaisante		Situation satisfaisante, voire bonne			Situation idéale				
Je n'ai pas de logement ou pas de logement décent <input type="radio"/>				J'ai un logement décent <input type="radio"/>							
et je ne peux pas en avoir <input type="radio"/> parce que:		je peux en avoir <input type="radio"/> mais:		et:			important			et je suis certain de le garder car: <input type="radio"/> important	
Je ne peux pas me le payer <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	je n'en trouve pas <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	confortable <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	il m'appartient et je n'ai plus de dette pour le payer <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je ne pourrai pas m'en occuper <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Les propositions de logement ne me conviennent pas <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	suffisamment grand pour mon foyer <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	il est bien placé (proximité travail, amis, famille, etc.) <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je n'arrive pas à vivre seul <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Autres (compléter) <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	agréable <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	il est antismismique <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il n'existe pas de logement adapté à mon handicap <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	lumineux <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	Autres: (compléter) <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres raisons (compléter): <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	que j'ai choisi <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Autres: (compléter) <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.. <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	... <input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les exemples d'utilisation de ces indicateurs sont encore rares, mais suffisants pour dégager quelques enseignements clé. Un de leurs intérêts est leur utilisation à la fois individuelle et

collective : individuelle permettant à chaque citoyen d'évaluer sa propre situation en termes de bien-être et de faire ses propres choix. Collective permettant de construire ensemble des stratégies d'amélioration. Un exemple intéressant à cet égard a été l'utilisation de ces indicateurs au Centre Hospitalier psychiatrique de Rouffach (France) permettant à certains patients de faire un bilan de leur situation et de faire part des soutiens dont ils ont besoin pour une réinsertion dans la ville, faisant ensuite l'objet d'échanges avec d'autres partenaires. Un autre intérêt est de souligner les véritables facteurs de mal-être au niveau d'un territoire suivant les catégories sociales pour affiner les stratégies (voir l'exemple de Braine-l'Alleud en Wallonie où près d'un millier de personnes ont été enquêtées).

5- Conclusions et perspectives

J'ai essayé de mettre en évidence à travers cet exposé différentes questions que pose une démarche qui vise la co-construction de connaissances partagées entre individus citoyens à partir des visions subjectives de chacun.

Il y a d'abord et avant tout une question de légitimité d'une telle démarche. On a l'habitude de considérer que tout ce qui relève de l'échange d'idées entre individus ou groupes fait partie du débat d'opinions et ne peut avoir de statut de connaissances démontrées comme étant certaines. Ce statut est réservé aux connaissances scientifiques construites sur des bases de vérification objective des produits de l'observation, issus ou non de l'expérimentation.

Parler de connaissances certaines dans le cas d'une production intersubjective n'est pourtant pas dénué de sens. Car l'intersubjectivité peut, nous avons essayé de le montrer, se baser sur des règles précises qui garantissent l'authenticité du processus et des résultats. S'agissant du bien-être ou du bien-vivre ensemble cette question fait tout son sens car il s'agit de notions qui sont par nature subjectives et donc qui ne peuvent intrinsèquement être traitées par des recherches objectives ou, en tout cas, pas uniquement. Se baser sur des recherches objectives portant sur le bien-être ou le bien-vivre fait inévitablement appel à des indicateurs qui sont supposés valides pour les citoyens, même s'il s'agit d'éléments évidents comme ceux des dimensions matérielles du bien-être (alimentation, santé, logement, ...). Ils nécessitent donc à un moment ou à un autre une vérification faisant appel à une approche introspective subjective.

Ce que nous proposons avec la démarche SPIRAL, est précisément l'inverse : partir de la co-construction intersubjective (introspective et prospective) pour, par la suite, la compléter par des indicateurs objectifs quand cela se justifie (par exemple quand il est question de disponibilité de ressources : ressources naturelles, techniques, matérielles, financières). Nous défendons même que c'est la seule manière de parvenir à une vision correcte du bien-être sans rien laisser de côté et surtout sans laisser de côté les éléments qui peuvent jouer un rôle déterminant et qui se trouvent essentiellement dans les dimensions et composantes immatérielles du bien-être.

Cette question est loin d'être anodine car reconnaître un vrai statut de connaissances valides à des productions intersubjectives, sous conditions de règles bien définies dans la façon dont elles ont été construites, a des implications sur le fonctionnement de la recherche et de la société.

En termes de recherche, cela implique de passer du sujet (ou des sujets) comme objet de recherche, comme on le fait conventionnellement dans les sciences humaines (psychologie, sociologie, etc.) à un positionnement des sujets comme sujets : **ce n'est plus le chercheur qui**

produit des connaissances sur le sujet individu ou société qu'il analyse comme objet de recherche, mais les sujets eux-mêmes qui co-construisent leur propre connaissance sur eux-mêmes et leurs aspirations. Dans un tel cas de figure, le rôle du chercheur est questionné : **de producteur de connaissances, il passe à celui de facilitateur de la production de connaissance, comme le font actuellement les facilitateurs et dynamiseurs SPIRAL.** Son véritable objet se déplace sur le plan de la méta-connaissance des processus de co-production de connaissances plutôt que sur la co-production elle-même, si ce n'est comme citoyen.

En termes de société, une approche intersubjective rationnelle donnant la garantie de sa validité bouleverse la façon même dont est conçue la démocratie. Car il ne s'agit plus d'un débat d'opinions construit dans un rapport de force où c'est souvent l'opinion du groupe le mieux muni ou le mieux représenté qui finit par l'emporter, mais d'une co-construction qui fait la synthèse des points de vue de tous les citoyens sans exclusion ni intermédiaire, et dans laquelle chacun trouve sa place. Bien entendu, il ne s'agit pas de dire que c'est une solution universelle à la démocratie, mais cela constitue très certainement un apport pour son renouvellement dans un moment où la démocratie représentative s'avère ne plus être suffisante.

Toutefois **le plus important** sans doute par rapport au thème qui nous réunit dans ce Colloque et ce Forum **est la contribution de ce processus à la mise en avant du bien-vivre ou bien-être de tous comme indicateur alternatif au PIB.** En plaçant l'opposition (ou la complémentarité) entre bien-être de tous et PIB, non plus sur un plan technique qui rend ce dernier très difficilement substituable mais sur le plan démocratique, **on peut proposer d'intégrer les coûts de construction d'un indicateur de bien-être au niveau national dans un processus démocratique de la même manière qu'on intègre les coûts de mesure du PIB dans la comptabilité nationale.**

Finalement, ces questions débouchent sur celle du rôle de la Puissance Publique. Comment peut-elle être le garant et le facilitateur de tel processus ? C'est ici la question de la subsidiarité verticale et horizontale qui est posée, mais qui ne peut être traitée dans le cadre de cet exposé.

Je termine cet exposé en lançant un appel. **La démarche SPIRAL** est souvent considérée comme une méthode d'animation et de mobilisation et participation citoyenne. En fait, elle est beaucoup plus que cela comme j'ai essayé de le mettre en évidence. Elle **pose des questions fondamentales qui interrogent nos propres modes de recherche et de production de connaissances et qui sont essentielles pour l'avenir de nos sociétés.** La co-production de connaissances par des approches intersubjectives introspectives et prospectives est un champ de recherche immense et encore en grande partie vierge. **C'est pourquoi le Réseau TOGETHER des Territoires de Coresponsabilité, porteur aujourd'hui de la démarche SPIRAL et que nous représentons ici, est demandeur de collaborations avec toute autre personne physique ou morale intéressée à travailler dans ce sens ou le faisant déjà.**

Il nous semble que l'importance de ce thème mériterait qu'un groupe porteur de chercheurs se constitue pour l'approfondir et élargir les collaborations. Nous remercions en tout cas l'Université de Grenoble Alpes, la Ville de Grenoble et Grenoble-Alpes Métropole de nous avoir donné l'opportunité d'exposer ces questions dans le cadre de ce Colloque Scientifique.

Annexes

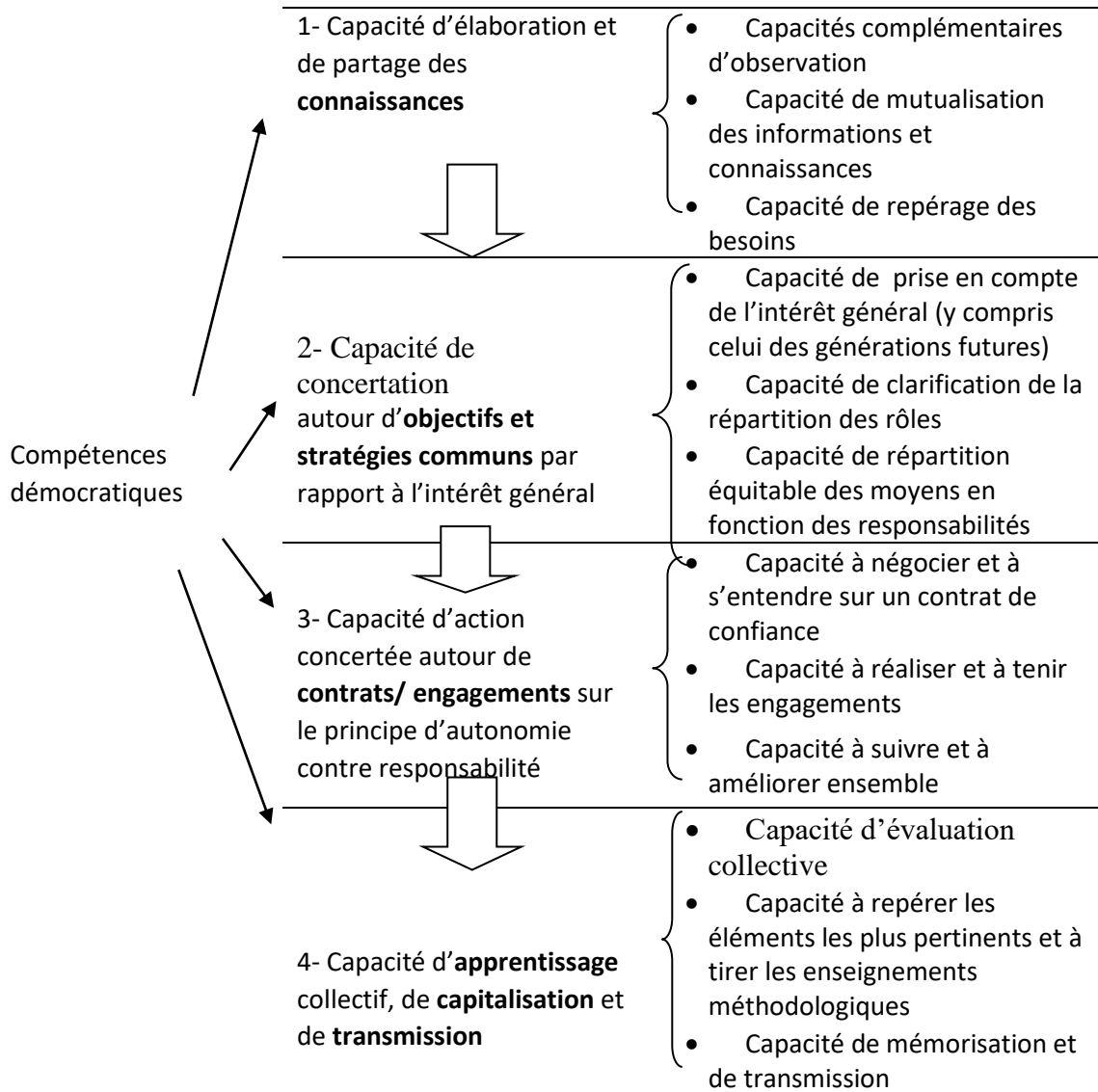
Annexe 1 : Extraits du Guide Méthodologique « Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale Conseil de l'Europe – 2005)	14
Annexe 2 : Les 9 dimensions et 68 composantes du bien-être de tous exprimées par les citoyens	17
Annexe 3 : Sens des critères de bien-être et mal-être exprimés par les citoyens	18
Annexe 4 : Objets des co-évaluations participatives	25
Annexe 5 : Expression générique des réponses aux co-évaluations participatives d'impact	26
Annexe 6 : Exemple de canevas d'analyse des résultats d'un ensemble de co-évaluations participatives	27

Annexe 1 : Extraits du Guide Méthodologique « Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale Conseil de l'Europe – 2005)

1- Tableau récapitulatif des éléments clés de la cohésion sociale (p.57)

COMPOSANTES (et <i>objectifs</i>) DE LA COHESION SOCIALE		ELEMENTS CLES
CONDITIONS DE VIE (<i>bien-être de tous</i>)	Au niveau social	<u>Solution non-violente des conflits</u> , paix
	Au niveau individuel et interindividuel	<u>Bien-être citoyen</u> : - équité dans l'exercice des droits/ non-discrimination - dignité / reconnaissance - autonomie / développement personnel - participation/engagement citoyen
ESPACES DE VIE (<i>co-responsabilité des acteurs</i>)	Conditions générales de la co-responsabilité des acteurs pour le bien être de tous	<u>Partage de l'objectif du bien être : universalité et indivisibilité des droits de l'homme et développement durable</u> <u>Méthodes de la co-responsabilité : Citoyenneté, approche associative et compétences démocratiques</u> <u>Economie au service du bien être individuel et collectif</u> (compatibilisation des objectifs et contraintes de l'économie et ceux du bien être citoyen et de la cohésion sociale)
COMPOSANTES DE BASE (<i>intégrité</i>)	Liens	<u>Liens transversaux</u> (au-delà des liens de la tradition et/ou des systèmes, économique et institutionnel)
	Confiance	<u>Triple dimension de la confiance</u> - la confiance en soi et dans les relations personnelles - la confiance dans les institutions, les ONG, les entreprises - la confiance dans l'avenir
	Savoir collectif et sens d'appartenance	<u>Connaissances partagées</u> (des situations, des rôles de chacun.) et <u>conscience collective citoyenne</u> , notamment d'un sens d'appartenance plurielle fondée sur les droits à une « identité post-traditionnelle » reliant la différence, l'interdépendance et les responsabilités mutuelles
	Valeurs	<u>Valeurs citoyennes</u> : - sens de la justice et du bien commun - sens de solidarité et de responsabilité sociale - tolérance/ intérêt pour la différence /ouverture
	Sentiments	<u>Satisfaction des personnes</u> pour une vie autonome, digne, reliée activement à la dimension publique

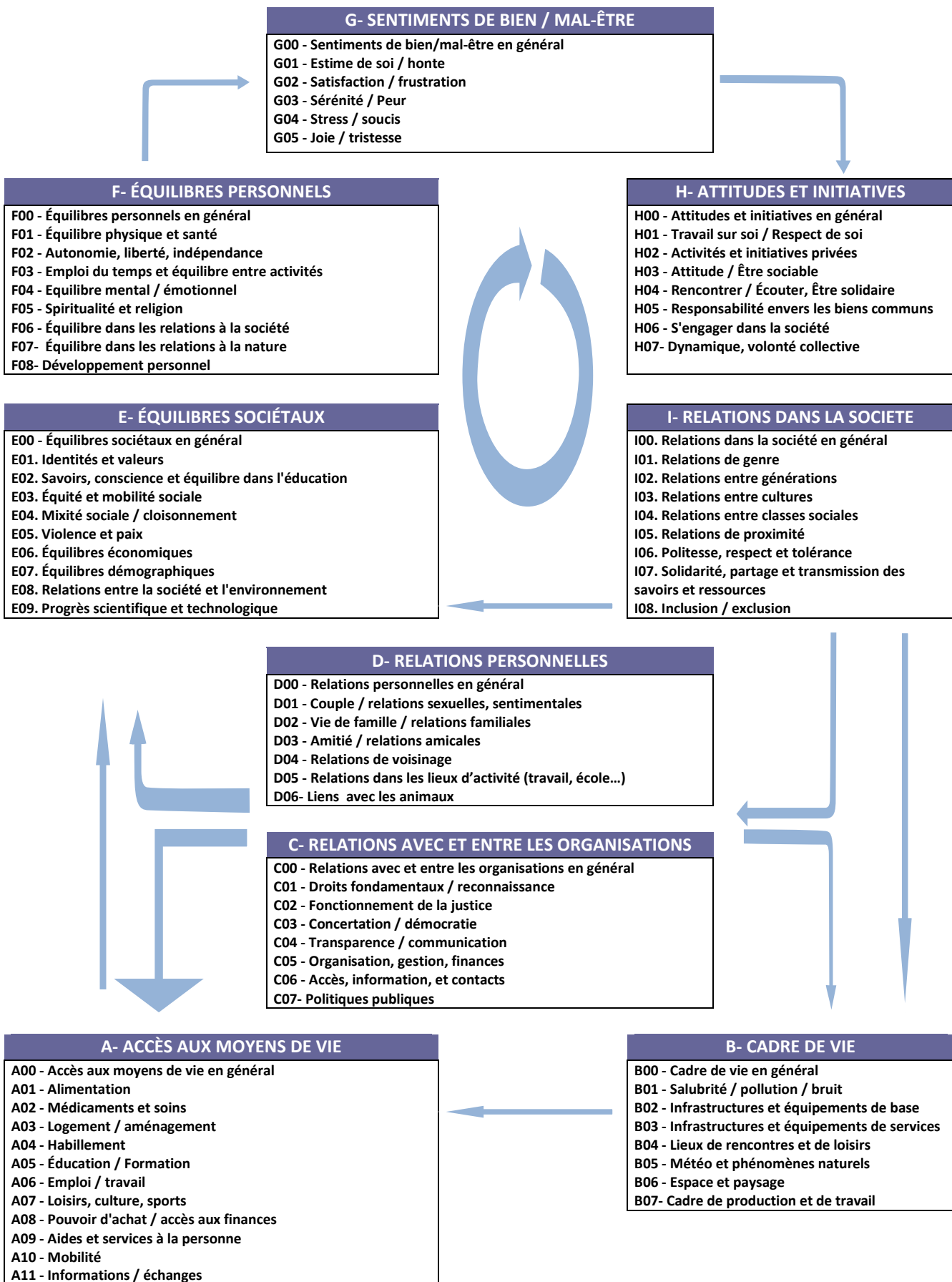
2- Description des compétences démocratiques (p. 54)



➤ 3- Les actions publiques requises à la cohésion sociale – synthèse de leur développement historique en Europe occidentale

		18 ^{ème} siècle	19 ^{ème} siècle	début 20 ^{ème} siècle	années 1930	années 1946-70	années 1970-80	années 80-90	début 21 ^{ème} siècle	
Action facilitatrice	Faciliter engagement (individuel et collectif) et prises de risque						Incitation à la prise de risque, à la création d'entreprises et à l'initiative des citoyens	Prise en compte des différences territoriales	Responsabilité soc. des entreprises et institutionnalisation citoyenneté Support nouveaux accords collectifs	
Action réparatrice	Lutter contre tendances négatives			Lutte contre l'analphabétisme	Lutte contre l'instabilité socio-écon.	Lutte contre la stigmatisation	Lutte contre l'exclusion sociale	Lutte contre l'insécurité collective	Lutte contre l'irresponsabilité environnementale et sociale	
Action régulatrice	Assurer redistribution et justice sociale			Politiques fiscales redistributives	Education pour tous	Allocations familiales logement social	Sécurité sociale (welfare system)	Indemnités chômage et soutien insertion/emploi	Décentralisation et affirmation des pouvoirs locaux	Revenu minimum garanti
Action fondatrice	Garantir les droits fondamentaux	Privilèges traditionnels - Droits de propriété	Libertés fondam. et égalité devant la loi	Démocratie représentative	Droit syndical et droit au travail	Extension des droits de l'homme	Droits civils, politiques, sociaux et économiques	Dialogue social et partenariats	Protection de l'environnement et développement durable	
Evolution économique		Sociétés accumultrices pré-industrielles		Révolution industrielle naissante	Révolution industrielle montante	Grandes crises et <i>keynesisme</i>	Phase de croissance emploi salarié	Phase décroissante emploi salarié	Société post-industrielle en cours de mondialisation	
Implications pour le concept de « cohésion sociale »		Conception de la cohésion sociale basée sur le contrôle des comportements sociaux		Conception de la cohésion sociale basée sur l'égalité devant la loi dans le contexte des Etats-nation		Conception de la cohésion sociale basée sur l'accès au bien-être matériel pour tous			Conception de la cohésion sociale basée sur le bien-être citoyen, la responsabilité partagée et l'intégrité des valeurs citoyennes	

Annexe 2 : Les 9 dimensions et 68 composantes du bien-être de tous exprimées par les citoyens



Annexe 3 : Sens des critères de bien-être et mal-être exprimés par les citoyens

(identifiés à partir de l'analyse sémantique de la base de données sur un objet noté « X »)

A- Logique générale applicable aux 4 sens principaux : P, possibilité (ou non possibilité) de l'obtention de l'objet, O- l'obtention elle-même (ou non obtention), Q- la qualité de l'objet obtenu et S- la soutenabilité/ durabilité de l'obtention et de la qualité.

Code 2° dig	1- Les conditions d'accès à X		2- L'accès effectivement obtenu		3- Les effets sur la vie et le bien-être du sujet	
	Logique	Items	Logique	Items	Logique	Items
Code 3° digi-tale	De l'objet vers le sujet	10- Général/global	Caractéristiques de l'accès et conséquences	20- Résultat général/ global	Effets sur les dimensions endogènes du bien/ mal-être	30- Général
1	Objet X	11- X existant	Caractéristiques de l'accès à X	21-Quantité/ étendue globale obtenue	Equilibres personnels	31-Intégrité physique
2	Relation sujet-objet X	12-Facilités physiques de l'accès du sujet à X		22- Intensité		32- Intégrité des moyens du sujet
3		13- Facilités légales/ administratives de l'accès du sujet à X		23- Evolution		33-Equilibre dans le temps de vie
4		14- Facilités sociétales de l'accès du sujet à X		24- Régularité/ sécurité dans l'accès	Sentiments de mal-être/ bien-être	34-Sentiments par rapport aux autres
5		15- Coût de l'accès		25- Complétude		35-Sentiments/ société
6		16-Aides financières à l'accès à X		26- Validité		36- Peur / tranquillité
7		Sujet	17- Motivation du sujet à avoir X	Conséquences pour le sujet	27- Adéquation aux besoins /attentes du sujet	Des sentiments à l' action du sujet
8	18- Capacité du sujet à avoir X		28- Conséquences sur la situation du sujet par rapport à X		38- Confiance en soi	
9	19- Action du sujet pour avoir X		29- Conséquences sur perspectives passées/futures par rapport à X		39- Capacité d'agir	

B- Croisement avec les 4 sens principaux (P,O,Q,S) pour les critères de bien-être portant sur le sujet
(dimensions A, B,D,F,G,H de la grille des dimensions et composantes – annexe 1)

P, possibilité (ou non possibilité) de l'obtention, O- l'obtention elle-même (ou non obtention), Q- la qualité de l'objet obtenu et S- la soutenabilité/ durabilité de l'obtention et de la qualité.

1-Les conditions d'accès à X (sujet individu) = j'ai/je n'ai pas ce qu'il faut pour obtenir X

	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
0-Général/global	Je ne peux pas obtenir X	Il me manque quelque chose pour obtenir X	La qualité de X m'est accessible	L'accès à X et sa qualité me sont assurés
	parce que :	notamment :	notamment :	parce que :
1 X existant	X n'existe pas, les conditions n'existent pas	Quelque chose manque dans le X existant	Le X existant et/ ou ses conditions/ ingrédients sont de qualité	Des politiques et/ou des actions sont mises en place pour assurer/ améliorer X existant
	X existe mais :	Le X existant est complet mais :		
2-Facilités structurelles (et physiques) de l'accès du sujet à X	Obstacle physique, matériel, inaccessibilité de X ou X existant insuffisant pour y avoir accès	L'accès à X me pose des problèmes d'accessibilité, éloignement, isolement protection physique.	X est facile d'accès (proche, horaires flexibles/adéquats) →j'ai facilement et rapidement X	L'accès à X et son entretien sont systématisés/ bien gérés
3- Facilités légales/ administratives de l'accès du sujet à X	obstacle légal, politique : je n'ai pas droit à X/ Mon droit n'est pas reconnu	Je suis confronté à trop de difficultés administratives/ bureaucratiques pour obtenir X.	Mes droits et les droits en général sont respectés en ce qui concerne, l'accès à X est bien géré	Le droit à X est reconnu et appliqué
4- Facilités sociétales de l'accès du sujet à X	Obstacle sociétal : discrimination, exclusion dans l'accès à X.	Il me manque les bons contacts pour obtenir X sans difficulté.	Mes contacts me permettent d'obtenir un X quand j'en ai besoin	Mes contacts me permettent de renouveler X en permanence
5- Coût de l'accès	Obstacle financier ou en termes de ressources disponibles: moyens trop faibles pour avoir X.	Je peux me payer X mais je n'ai pas les moyens de l'entretenir ou de le remettre en état.	Le rapport coût/ qualité est correct et abordable = je peux me payer un X de qualité → ce que j'aime de X correspond à mon budget.	J'ai mon propre X → Je peux épargner dans mon accès à X/ je peux renforcer X/ mettre des moyens pour mieux assurer X à long terme
6-Aides à l'accès à X	Je n'ai même pas accès aux aides publiques d'urgence de compensation	Il me manque certaines aides pour obtenir X.	Je peux avoir accès à des appuis financiers pour X quand c'est nécessaire/gratuité	J'ai accès à des aides pour améliorer X/ préparer le futur
7- Motivation du sujet à avoir X	Absence de base pour l'action : ni motivation, ni intérêt, ni valeurs, ni règles d'action	J'y porte insuffisamment d'intérêt, de valeur/ je n'aime pas X, j'ai peur, je ne veux pas X	J'aime avoir X/ je sais ce que j'aime de X.	Je veux apprendre/ j'apprends/ à faire ce qu'il faut pour avoir / (re)-conquérir X
8-Capacité du sujet à avoir X par soi-même	Incapacité personnelle d'avoir X/ de s'adapter par soi-même/ manque de chance	Je n'ai pas les compétences qu'il faut pour obtenir X	J'ai la capacité/ possibilité d'avoir accès à X même quand les circonstances ne sont pas favorables	Je peux/je sais faire ce qu'il faut faire pour garder X/ améliorer ce que j'ai acquis de X/ régénérer X quand nécessaire
9- Action du sujet pour avoir X	Je ne fais rien ou fais l'inverse de ce qu'il faudrait faire pour avoir X	Je ne fais pas suffisamment pour obtenir X. Je n'exige pas pour avoir le X. auquel j'ai le droit.	Je peux faire et fais ce qu'il faut pour avoir un X de qualité	Je fais/ai l'habitude de faire ce qu'il faut faire pour avoir X à long terme.

2- Résultat : l'accès à X effectivement obtenu (sujet individu) = Le X que j'ai et mon accès à X -

Note : Xe = X existant – Xeo = X existant et obtenu

	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
0- Résultat général/ global	J'ai perdu toute possibilité d'obtenir X.(Avoir)	Je ne peux pas dire que j'ai X. (Je suis)	Xeo est de qualité,	Je suis assuré que Xeo continuera à être satisfaisant,
	En effet :	parce que :	notamment :	en effet :
1-Quantité/ étendue globale obtenue	Je n'ai jamais eu X ou l'ai totalement perdu ou été rejeté de X	Xeo est Insuffisant	Liberté de choix de Xeo	J'ai ou je pense avoir la possibilité de garder Xeo ou les conditions pour Xeo toujours/ de manière durable (j'ai confiance)
2- Fréquence/ intensité	J'ai perdu l'opportunité d'avoir X et je ne l'aurai plus	Xeo est trop rare, minimum, sans marge en cas de besoins	Je peux profiter de Xeo à tout moment, en toute circonstance suivant mes besoins	Xeo est solide, stable, résiste aux risques / menaces / solide / protégé.
3- Evolution	Quelque chose a fait que mon X s'est totalement dégradé/cassé. Vivre en violence.	Xeo diminue/ se dégrade	Certain(s) élément(s) qui sont essentiels à mon bien-être sont assurés/ préservés	Xe, ses conditions/ ingrédients et/ou Xeo s'améliorent ou peuvent s'améliorer/préserver
4- Régularité/ sécurité dans l'accès	Le X que j'ai ou auquel je pourrais avoir accès est régulièrement ou en permanence dégradé / sans résultat.	Trop irrégulier : insécurisé/ précarité/ imprévisibilité, Problématique, en retard.	Xeo personnel/ personnalisé/ dans ma personnalité (F,G,H)	J'ai suffisamment de ressources pour X pour être sûr d'en avoir X pour toujours/ j'a naturellement X
5- Complétude	Le X auquel je pourrais avoir accès a une caractéristique qui en fait une source récurrente de problèmes	Il me manque quelque chose d'essentiel dans le X auquel j'ai accès. J'ai trop, j'en n'ai pas assez, j'ai de problèmes.	Xeo est varié/ diversifié/équilibré, harmonieux, complet, équipé, a un plus. Organisé. Juste.	Xeo atteint à un niveau qualitatif qui le rend irréversible ou difficilement réversible (D04)
6- Validité	J'ai l'inverse de X ou mon Xeo a un effet négatif ou inverse à l'effet recherché	Le X que j'ai n'est pas le bon, il est une forme de compensation	Xeo est valide : en bon état, entretenu, aménagé sécurisé, non polluant, à effet positif. Modernisé.	Xeo répond aux normes du DD : environnementales, sociales, etc.
7- Adéquation aux besoins/ attentes du sujet	Le X existant ne répond absolument pas à mes besoins /attentes spécifiques	Xeo ne répond pas à certains de mes besoins /attentes essentiels	Xeo est efficace : J'ai tout ce qu'il faut de X pour mes besoins, mes attentes/ J'ai un X qui me convient	Xeo est conçu à partir des besoins exprimés
8- Conséquences sur la situation du sujet par rapport à X	Pour mes besoins en X je dois accepter de faire le pire (ex: devoir chercher la nourriture dans les poubelles, travail illégal, logement insalubre, etc.)	Je dépends trop des autres pour avoir X	Je parviens à être autonome pour obtenir X (parfois sans même dépendre de Xe). Pouvoir de gestion.	Je garde toujours X même après de longues périodes sans l'avoir entretenu, renouvelé
9- Conséquences sur perspectives passées/futures par rapport à X	Mon Xeo est un échec / je n'ai pas la possibilité d'avoir X un jour	Je ne peux pas garder le X que j'ai et suis obligé de changer	Je peux avoir X sans souci majeur/ sans stress	J'ai la possibilité de transmettre un X satisfaisant aux générations futures

3- Effets sur la vie et le bien-être du sujet (sujet individu)

	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
	Le non accès à X me cause:	Pour avoir X	X m'apporte	X m'apporte durablement
0- Général/ global	du mal-être, un danger pour la vie	J'ai des problèmes	Satisfaction et bien-être / Vie de qualité.	Satisfaction et bien-être de tous / Stabilité sociétal.
1- Intégrité du sujet	Péril physique/ santé, danger de mort	Je vis dans l'insécurité.	La santé (le X que j'ai est sain, hygiénique, propre)	
2- Intégrité des moyens du sujet	Péril financier (surendettement).	Je suis obligé de me priver de choses essentielles pour avoir X	Le confort, être à l'aise, à la bonne température, avoir des appuis sécurisant, le plaisir	Le confort sans effets négatifs pour les autres (générations futures incluses)
3- Equilibre dans le temps de vie	Perte de toute autonomie de décision sur mon temps de vie et ma vie	Perte de temps passé à résoudre les problèmes liés à X/ Investissement en temps sans retour satisfaisant/ rend difficile de se concentrer sur autre chose	Souplesse dans le temps, temps disponible, compatibilité avec les autres X	
4- Equilibres et sentiments dans la relation avec les autres	Sentiment d'abandon, de trahison, d'être manipulé, impuissance, marginassions, sans appui, mépris, l'envie, vengeance	Sentiment de culpabilisation/ complexe par rapport au X que j'ai ou n'ai pas, discorde. Manque de motivation.	Je peux partager X avec d'autres/ ceux qui j'aime, que j'apprécie/ convivialité, X favorise le partage, la réciprocité / en union.	
5-Sentiment/ société	L'humiliation, perte de dignité, sentiment d'inutilité	Non reconnaissance, pas soutenu, honte, se repentir.	Reconnaissance, sentiment d'être soutenu, encouragé, Accompagné, être intégré dans la société.	
6- Peur / tranquillité	La peur, angoisse, frustration	Sentir la manque de quelque chose de X.	Sentiment de sécurité, de stabilité, paix, confiance.	
7- Souffrance / plaisir/ satisfaction	Le X que j'ai est une source de maltraitance, mauvaises pensées.	Je ne suis pas satisfait / malheureux par mon Xeo	Plaisir/ temps du plaisir Xeo me plait, j'en suis fier, je peux avoir le Xeo que j'aime. J'aime le X que j'ai, il est agréable.	
8- Confiance en soi	Perte de syntonie avec soi-même, de confiance en soi, d'équilibre dans les jugements	Désaccord avec soi-même	Sécurité/ sérénité, confiance en soi, dans les autres, dans l'avenir	
9- Capacité d'agir	(mes perspectives par rapport à X) m'empêchent (ou me rendent difficile) de construire ma vie	Il y a des conflits en X que je dois éviter.	Grâce à X / dans X j'ai réussi, évolué dans ma vie, me suis épanoui	En ce qui concerne X je suis en évolution permanente, je continue à apprendre

C- Croisement avec les 4 sens principaux (P,O,Q,S) pour les critères de bien-être portant sur la société
(dimensions C, E et I de la grille des dimensions et composantes – annexe 1)

1-Conditions d'accès (sujet société) = la société a ou n'a pas ce qu'il faut pour obtenir X :


	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
0 Général/ global	La société ne peut pas obtenir X	Il manque quelque chose à la société pour obtenir X	La qualité de X est accessible à la société	L'accès et la qualité à X sont assurés
	parce que:	notamment:	notamment:	parce que:
1- X existant	X n'existe pas Société sans règles, absence d'opportunités. Conflits sociaux.	Quelque chose manque dans le X existant Avoir des problèmes avec la justice	Le X existant est de qualité	Des politiques et/ou des actions sont mises en place pour améliorer/assurer le X
2- Facilités physique de l'accès de la société à X	Obstacle physique : inaccessibilité de X par la société Il existe des barrières entre les différentes classes sociales/ générations	L'accès à X pose des problèmes d'accessibilité d'éloignement, d'isolement à la société : il n'y a pas assez de lieux d'échanges de rencontres	Le X est facile d'accès (proche, horaires flexibles/ adéquats) On a facilement et rapidement avoir X	Il a une garantie de maintien de l'accès à X sur le long terme
3- Facilités légales/ administratives de l'accès de la société à X	Obstacle légal, politique : absence de droit de vote, manipulation, manque d'information	Des difficultés administratives, bureaucratiques empêchent d'obtenir X	Les droits de tous sont respectés	Le droit à X est reconnu, préservé sur le long terme. Créer institutions.
4- Facilités sociétales de l'accès de la société à X	Obstacle sociétal : exclusion, discrimination dans l'accès de X, préjugés entre les classes sociales, racisme.	Absence de contacts, moyens (humains, matériels) pour obtenir X	Le X obtenu/demandé est de qualité Esprit social, démocratie	X est constamment améliorer, renouveler réadapté
5-Coût de l'accès	Obstacle financier : ressources financières insuffisantes, endettement trop important	Absence de moyens suffisants pour entretenir X	Le rapport coût/qualité est correct et abordable La société peut s'offrir un X de qualité. Investissements publics.	X est assuré à long terme, les générations futures pourront en profiter.
6- Aides à l'accès à X	L'inaccessibilité aux aides est un handicap majeur	La société est mal organisée, il manque certaines aides pour obtenir X	La société est solidaire : le partage existe à tous les niveaux de la société, Gratuité. L'appui.	L'accessibilité aux aides est assurée afin améliorer le futur
7-Motivation de la société à avoir X	Absence de base pour l'action : ni motivation, ni valeurs, ni intérêts, profit personnel, indifférence, désintérêt	On porte peu d'intérêts pour l'obtention du X. La peur.	Participation de la société pour avoir X, faire des propositions, collaboration sociétal.	
8- Capacité de la société à avoir X	Incapacité pour la société d'avoir X : corruption, malhonnêteté	Absence de compétences sociétales nécessaires pour obtenir X	La société a la possibilité/la capacité d'avoir accès à X, même si les circonstances d'accès ne sont pas favorables.	La société peut / sais ce qu'il faut faire pour garder X / améliorer ce qu'elle a acquis de X / régénérer X quand il est nécessaire.
9- Action de la société pour avoir X	La société ne fait rien pour obtenir X	La société ne fait pas suffisamment pour obtenir X	La société peut faire et fait ce qu'il faut pour avoir un X de qualité	La société fait/ a l'habitude de faire pour s'assurer X à long terme.

2- Résultat : l'accès effectivement obtenu par la société :

	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
0- Résultat général/ global	La société a perdu toute possibilité d'obtenir X	La société ne peut pas dire qu'elle a	Xeo est de qualité	La société est assurée que le Xeo continuera à être satisfaisant
1- Quantité/étendue globale obtenue	X n'a jamais été obtenue, perdu Manque de droit, de liberté	Xeo est insuffisant, il n'est pas en règle	Il existe une liberté de décision et de choix de Xeo	Le Xeo sera toujours gardé, conservé sur le long terme
2- Fréquence/intensité	X ne sera plus accessible /perdu pour toujours	Xeo se fait rare	Xeo est là en cas de besoins et réponds aux attentes	Xeo est solide, résiste aux risques / menaces, il est stable
3-Evolution	X est définitivement, totalement dégradé.	Xeo est décroissant	Certains éléments au bien-être sont assurés/préservés	Xeo est en constante évolution, s'améliore, préservé, se modernise.
4-Régularité/sécurité dans l'accès	X est en permanence, régulièrement dégradé/les faits sont récurrents	Trop irrégulier : problématique, précaire, insécurité, confus	Xeo est disponible en toute circonstance	Sécurité sur le long terme
5-Complétude	Le Xeo est une source récurrente de problèmes pour la société.	Il manque quelque chose d'essentiel dans le Xeo.	Xeo est varié, diversifié, équilibré, harmonieux, équipé, un plus, complété, responsabilité, écouter, égalité sociétale.	
6-Validité / la société a l'inverse de X.	Le X est régulièrement violé, bafoué, remis en cause. Guerre.	Xeo n'est pas bon, mal géré, pas appliqué. Abus d'autorité.	Xeo est valide : en bon état entretenu, propre, sécurisé	L'Etat de droit est préservé
7-Adéquation aux besoins/attentes du sujet	X ne répond absolument pas aux besoins spécifiques,	Xeo ne répond pas à certains besoins essentiels : avoir à manger, accès à l'éducation...	Xeo est efficace : il répond à tous les besoins- la santé	Xeo est conçu a partir des besoins exprimés
8-Conséquences sur la situation du sujet par rapport à X	Pour avoir X on est obligé de faire le pire: travail illégal,	L'accès de X est conditionné par les autres		
9-Conséquences sur perspectives passées/futures par rapport à X	Absence de possibilité d'avoir X un jour, il a toujours été un échec	X doit être changé, renouvelé	L'accès a X se fait sans soucis, ni stress	Le X de qualité est transmit aux générations futures

3- Les effets sur la société :

	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
	Le non accès à X cause	Pour avoir X	X apporte à la société	X apporte à la société durablement
0-Général/global	Du mal-être, danger pour la vie : des situations de frustration, privation dont on peut difficilement sortir	La société a des problèmes	Satisfaction et bien-être : la société est équilibrée	Satisfaction et bien-être de tous : l'unité, solidarité, Paix, stabilité sociétal.
1-Intégrité de la société	Péril physique : problème de santé	Conflit, manque de conditions d'hygiène.	X est sain, propre, hygiénique	
2-Intégrité des moyens de la société	Péril financier : Il n'y a aucune possibilité pour les personnes en difficultés (isolement, manque de revenus....) de s'en sortir	On est obligé de se priver de choses essentielles pour avoir X :	Confort, être à l'aise, avoir des appuis sécurisant : santé, éducation	Il y'a une garantie de maintien de bons niveaux de sécurité sociale sur le long terme
3-Equilibres dans le temps de vie	Perte de toute autonomie : impossible de vivre en paix, trop de violence	Perte de temps à résoudre les problèmes liés à X, investissement en temps sans retour	Souplesse dans le temps, compatibilité avec les autres	Equilibre dans le temps à long terme
4-Equilibres et sentiments dans la relation avec les autres	Sentiment d'abandon de trahison, de manipulation, d'impuissance	Sentiment culpabilité /complexe, victime de stigmatisation	Bons rapports avec les autres/partage/réciprocité, moments conviviaux, dialogue, respect, compréhension.	Les rapports avec les autres continuent de s'améliorer. L'amitié entre communautés.
5-Sentiments / société	Sentiment d'inutilité, d'humiliation, de perte de dignité	Non reconnaissance, exclusion, rejet manque de tolérance.	Reconnaissance, sentiment d'être soutenu, aimé, encourager, collaboration, solidarité.	
6- Peur/tranquillité	La peur, angoisse frustration, stress		Sérénité, stabilité sociale	
7-Souffrance/plaisir/ Satisfaction sociétale.	Le X est une source de maltraitance	Insatisfaction du X auquel on a accès		
8-Confiance en soi (de la société)	Perte de toute confiance, pas d'harmonie dans les jugements		Confiance aux autres	
9-Capacité d'agir de la société			Grâce à X la société s'est épanoui / développé	Grâce à X la société évolue en permanence à long terme.



Application dans la co-évaluation participative

Sur quoi faire porter la co-évaluation participative
(d'une initiative: action, plan d'action, politique, etc.)

Partant de l'objectif de créer **la capacité de la société à assurer le bien-être de tous sans utilisation de ressources non renouvelables**, on analyse

- **L'impact sur le bien-être de tous** et sa pertinence
- **L'impact sur la capacité de la société à l'assurer**, notamment sur la coresponsabilité et sa pertinence
- **L'utilisation des ressources**
- **La dynamique de l'initiative**: durabilité, effets leviers, effets multiplicateurs.

Annexe 5 : Expression générique des réponses aux co-évaluations participatives d'impact²

1- La description de l'impact (deux premières questions ouvertes de la co-évaluation participative)

La description de l'impact gagne à être la plus précise possible et contenir, pour chaque phrase, 4 éléments pour ensuite pouvoir repérer le sens de ce qui a été dit dans le débat :

- **en quoi il consiste** (à mettre au début) ;
- **qui bénéficie** ;
- **comment il a été / est obtenu** ;
- **quelle activité / action /projet a produit cet impact** (à mettre entre parenthèses).

Exemple : dynamique d'échange et de concertation entre une vingtaine de personnes alcooliques abstinentes par la mise à disposition de locaux communaux (groupe de paroles).

L'avantage, outre la clarté, est de pouvoir regrouper des impacts identiques correspondant à des bénéficiaires et/ou actions différents :

Exemple: dynamique d'échange et de concertation entre une vingtaine de personnes alcooliques abstinentes (groupe de paroles) et entre 10 jeunes et 20 personnes âgées (rencontres intergénérationnelles) par la mise à disposition de locaux communaux.

Il convient également de préciser, quand c'est le cas, les limites de l'impact en ajoutant à la fin de la phrase : « mais + **description de la limite** + **description des raisons de la limite** »

Exemple : : dynamique d'échange et de concertation entre une vingtaine de personnes alcooliques abstinentes par la mise à disposition de locaux communaux (groupe de paroles), mais difficultés à toucher certaines personnes concernées du fait de leur isolement.

2- Description des améliorations possibles

La description des améliorations possibles doit être également la plus précise possible et contenir, pour chaque phrase :

- **en quoi elle consiste**, (à mettre au début) ;
- **comment cela peut être obtenu** ;
- **Les ressources** (personnes, autres) à mieux mobiliser ;
- **quelle activité / action /projet cela concerne** (à mettre entre parenthèses).

Exemple: impliquer davantage de personnes par une meilleure information en s'appuyant sur les associations relais travaillant sur le secteur (groupe de paroles).

Remarque : en quoi consiste l'impact s'exprime toujours sur la forme d'un substantif (exemple : amélioration, dynamique d'échange, renforcement des liens, etc.) tandis que en quoi consiste l'amélioration s'exprime toujours sous la forme d'un verbe.

² Extrait du Guide Méthodologique pour la formation à l'évaluation des Plans de Cohésion Sociale 2009-2013 – Direction Interdépartementale de la Cohésion Sociale de Wallonie et Conseil de l'Europe.

Annexe 6 : Exemple de canevas d'analyse des résultats d'un ensemble de co-évaluations participatives³

Canevas pour l'analyse des résultats des co-évaluations participatives des PCS en Wallonie sous formes de tables rondes (2012)

Introduction générale :

- 1- Rappel de la raison d'être et des objectifs de l'évaluation de l'impact du PCS de la commune sur le bien-être et la cohésion sociale et du rapport :
 - Comprendre l'impact du PCS sur la cohésion sociale (impact sur le bien-être de tous dans sa multi-dimensionnalité et sur la capacité à assurer le bien-être par une meilleure coresponsabilité) et en tirer les enseignements pour le prochain PCS ;
 - Renforcer la cohésion sociale par une démarche de co-évaluation participative, notamment entre les parties prenantes, y compris les bénéficiaires et citoyens en général, par une vision partagée des acquis et des améliorations à apporter.
- 2- Méthodologie utilisée : à préciser en fonction du nombre de tables rondes avec les bénéficiaires et avec les partenaires et des autres types d'informations consignées dans le volet évaluation du rapport d'activités.
- 3- Structuration de l'analyse

Première partie : IMPACT DES PCS SUR LE BIEN-ETRE DE TOUS

(Réponses aux questions concernant l'impact du PCS sur les dimensions du bien-être) :

1. Impact réel sur le bien-être de tous : quelles dimensions soumises au débat ont été les plus impactées, comment et pourquoi ? (résultat de l'analyse des grilles : colonne « description de l'impact »)
 - Analyse globale de l'impact
 - Analyse par axe et par action (dans la mesure du possible)
2. Impact potentiel = ce qu'il aurait été possible d'obtenir en agissant autrement et comment (résultat de l'analyse des grilles : colonne « possibilités d'améliorations »)
 - Sur les composantes du bien-être où il y a déjà eu un impact
 - Sur les composantes du bien-être pour lesquelles il n'y a pas eu d'impact identifié
3. Plus-value de la coordination des actions grâce au PCS
 - Composantes du bien-être plus facilement atteintes que dans des approches plus conventionnelles/ sectorialisées – effets leviers ou non de ces composantes.
 - Eléments de comparaison du nombre de bénéficiaires par rapport aux coûts (dans la mesure du possible)
4. Pertinence de l'impact du PCS
 - Par rapport aux objectifs fixés :
 - a. En quoi le PCS a-t-il répondu aux objectifs qui étaient fixés au départ ?
 - b. Sur quelles dimensions du bien-être soumises au débat a-t-il été éventuellement au-delà des objectifs fixés ou pourrait-il le faire et comment ?

³ Extrait du Guide Méthodologique pour la formation à l'évaluation des Plans de Cohésion Sociale 2009-2013 – Direction Interdépartementale de la Cohésion Sociale de Wallonie et Conseil de l'Europe.

- Par rapport aux besoins dans la commune : comparaison des bénéficiaires réels, directs et indirects, avec les groupes sociaux qui sont le plus dans le besoin et leurs attentes (suivant diagnostic initial ou autres sources comme les critères de mal-être/ bien-être des 15 communes)
 - Analyse des raisons de la non pertinence
5. Les améliorations possibles

Deuxième partie : IMPACT DES PCS SUR LA CAPACITE DES ACTEURS A ASSURER LE BIEN-ETRE DE TOUS (réponses aux questions ouvertes posées à la fin des deux réunions avec les bénéficiaires et les partenaires) :

1. Impact du PCS sur la capacité des acteurs à travailler ensemble
 - Acteurs impliqués dans le PCS et activités réalisées en partenariat
 - Evolution de la capacité à travailler ensemble, notamment en termes de : meilleur partage des informations et des connaissances et construction d'une vision commune, meilleure capacité de concertation autour d'objectifs et de stratégies partagés, meilleure capacité à valoriser les complémentarités et synergies et à mobiliser des ressources, meilleure capacité d'apprentissage
 - Traduction dans une meilleure capacité des acteurs à agir pour le bien-être de tous par rapport à la situation antérieure au PCS – exemples concrets
 - Limites rencontrées, progrès encore à réaliser et améliorations possibles

2. Impact du PCS sur la capacité des acteurs à travailler avec les citoyens et sur leur implication dans une démarche de coresponsabilité
 - Activités réalisées avec les citoyens grâce au PCS
 - Différence sur cet aspect avant et après le PCS, notamment en termes d'écoute des citoyens, prise en compte de leurs attentes, participation dans la conception des actions, dans les décisions et dans la réalisation des actions et leur évaluation
 - Traduction dans une meilleure capacité à agir dans la coresponsabilité avec les citoyens par rapport à la situation antérieure au PCS
 - Limites rencontrées, progrès encore à réaliser et réalisables

3. Impact sur le développement des liens sociaux et des valeurs et pratiques de citoyenneté et de responsabilité dans la société (réponse à la deuxième question de la/des table(s) ronde(s) avec les bénéficiaires)
 - Impact obtenu
 - Limites rencontrées et améliorations possibles
4. Conclusion

Troisième partie : ENSEIGNEMENTS POUR LE PROCHAIN PCS

(réponse à la dernière question ouverte posée lors de la table-ronde des partenaires) :

1. Capacité du PCS à compléter les politiques et actions existantes et à donner une cohérence d'ensemble pour un processus de cohésion sociale
2. Progrès à réaliser pour y parvenir
3. Innovations clés à introduire à cet effet